



Afrique et développement, Vol. XXXVI, No. 1, 2011, pp. 63–73
© Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique,
2011 (ISSN 0850-3907)

Espace public et participation politique en Afrique : le cas de l'Algérie

Mourad Moulai-Hadj*

Résumé

L'année 1989 représente une nouvelle phase dans la vie politique des nations et cela, suite à la chute du mur de Berlin et à la disparition des conflits idéologiques entre les deux pôles antagonistes. Ce changement va enclencher une nouvelle procédure pour la transformation des structures des Etats et l'articulation de son rôle de la reformation de l'espace public. L'exemple des événements d'octobre 1988 en Algérie constitue une expérience dans l'apparition d'un nouvel espace public qui allait impulser la vie politique et associative, avec l'avènement du multipartisme et du pluralisme électoral. Cette expérience dans la démocratisation a pu créer un espace public dynamique, avec des mouvements associatifs, une nouvelle citoyenneté, une nouvelle forme de gestion des conflits politiques et une nouvelle culture politique. Quelques données de terrain¹ sur la participation des jeunes Oranais à l'espace public et leurs attitudes politiques nous aideront à argumenter l'approche développée dans cette communication.

Abstract

The year 1989 marked a new phase in the political lives of nations, following the fall of the Berlin Wall and the end of ideological conflicts between the two former antagonistic poles. This change led to a new way of transforming state structures and articulating their role in reforming the public space. The example of the events of October 1988 in Algeria constitutes an experience of the appearance of a new public space that boosted political and associational life, with the advent of the multiple party system and electoral pluralism. This experience of democratization created a dynamic public space, with associational movements, a new citizenship, a new form of management of political conflicts and a new political culture. Data from the field¹ on the participation of Oranese youth in the public space, and their political attitudes, will help back up the approach developed in this article.

* Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université d'Oran, chercheur associé au CRASC Oran, Algérie. Email : mourad40@hotmail.com

Introduction

Les pays africains étaient, jusqu'à la seconde moitié du dernier siècle, des pays dominés et opprimés par des empires coloniaux visant principalement l'exploitation des ressources naturelles de ce continent riche en matières premières. Il est en même temps à noter que cette colonisation a favorisé des classes sociales, au détriment d'autres classes, dans le but de préserver la domination. On ne peut pas nier que cette longue occupation ait prouvé la formulation et l'acquisition d'une culture politique antagoniste à la colonisation, au sein d'une élite africaine qui voyait dans le travail politique la seule arme possible pour acquérir l'indépendance.

Seulement, l'action politique n'était pas généralisée puisqu'une majorité de la population était moins politisée, à cause de l'illettrisme qui a entravé la participation de certains groupes à l'espace public. En outre, l'indépendance de ces pays n'a pas toujours amené ces groupes à rejoindre cet espace, puisque les systèmes politiques mis en place étaient généralement de type autoritaire reposant sur des formes et des règles de dictatures politiques anti-démocratiques, favorisées par la présence d'un conflit idéologique et politique international.

Dans ces pays, on ne pouvait pas penser à une quelconque transition démocratique avant la chute du mur de Berlin, qui allait donner naissance à une dynamique de changement politique et économique un peu partout dans le monde. Cette transition démocratique a été accélérée après les événements tragiques du 11 septembre 2001 qui imposent de nouvelles règles et normes politiques et l'émergence d'un espace public doté d'une nouvelle configuration. Dans cette conjoncture politique particulière, les acteurs sociaux s'habituent à une nouvelle communauté politique et acquièrent une socialisation politique qui diffère de celle vécue jusque-là par les anciennes générations.

Le cas de l'Algérie est illustratif de ce que nous allons développer en analysant, à cet effet, la participation d'une catégorie sociale (les jeunes) dans l'espace public à travers un faisceau d'indicateurs de participation politique. Mais avant de procéder à ce développement, nous jugeons utile de présenter un bref aperçu de l'histoire politique de l'Algérie et de l'apparition d'une société civile. Un éclairage théorique est cependant utile pour notre démarche d'ensemble.

Espace public et communauté politique

L'histoire de l'humanité et l'interaction des individus ont donné naissance à différents concepts d'ordre philosophique, sociologique, politique, économique et historique. La notion de l'espace public est l'une de ces notions largement utilisées et débattues dans le domaine des sciences humaines

et sociales. Le mérite revient sans conteste à Jürgen Habermas qui a introduit cette notion dans son travail sur l’espace public et le développement d’une publicité constitutive de la société bourgeoise. Dans ce travail, Habermas définit l’espace public comme « le processus au cours duquel le public constitué d’individus faisant usage de leur raison s’approprie la sphère publique contrôlée par l’autorité et la transforme en une sphère où la critique s’exerce contre le pouvoir de l’Etat » (Habermas 1978). L’émergence et le développement du principe de publicité donnent naissance à une légitimité de contrôle de l’autorité politique. Les individus appartenant à la société bourgeoise ont une culture qui leur permet d’acquérir des attributs et des compétences politiques, aidant les catégories sociales qu’ils représentent à développer des aptitudes et une légitimité à la critique rationnelle à l’égard de l’autorité politique. De cela, Habermas présente la notion de publicité comme dimension constitutive de l’espace public et comme principe du contrôle du pouvoir politique. Seulement, il voit un déclin de la fonction critique de l’espace public et cela, suite aux transformations structurales contemporaines de l’espace public, le passage de l’Etat constitutionnel libéral à l’Etat social. L’intervention croissante de l’Etat dans tous les domaines de la vie sociale conduit à ce que Habermas appelle « une reféodalisation » de la sphère publique. Pour cela, Habermas observe que la dépossession de la sphère publique de ses fonctions critiques a mené à une dépolitisation croissante des administrés. Ce paradigme de l’évolution de l’espace public présenté par Habermas a été critiqué par A. Farge (1992). Cette dernière considère que l’espace public n’est pas seulement constitué par une bourgeoisie ou des élites sociales cultivées, mais aussi par la grande masse de la population qui participe au développement d’une liberté d’opinions et une identité, suite aux discussions politiques.

A propos de cette notion d’espace public, nous estimons pour notre part qu’il n’y a pas d’espace sans renforcement d’une culture de vivre ensemble, et cela est de plus en plus fréquent avec les changements des sociétés et leur urbanisation croissante. Nous assistons au développement d’un caractère nouveau des communautés politiques, changement basé sur un espace commun, où de nouvelles règles et normes sont développées. « Le monde ne peut exister comme monde commun que si un dialogue avec les autres s’instaure, susceptible d’aboutir à des règles sur lesquelles se dégage un accord favorisant le vivre ensemble » (Laville 1997:54). Partant de là, on ne peut pas concevoir un monde commun et une culture de vivre ensemble avec des intérêts, des opinions variées et multiples. Ainsi, l’apparition d’attitudes antagonistes nous permet de donner une dynamique sociale au monde que nous vivons. Ce monde n’a pas d’existence sans le développement d’un

espace public politisé chez des individus portant des opinions antagonistes. Jean-Louis Laville avance que « l'espace public ne vaut que s'il est en mesure de ménager la pluralité des opinions, la conflictualité des intérêts et la différence des perspectives » (Laville 1997:55).

Certes, on ne peut pas imaginer cet espace public sans sa contribution dans la formation de l'opinion publique qui est considérée, à côté d'autres institutions telles que l'école, l'usine, l'université et les masses médias, comme une autre institution de socialisation ou resocialisation pour différentes catégories sociales. Dans ce sens, l'espace public est une forme de développement de la société civile qui est un théâtre d'affrontements d'idées, de discussions et de négociations entre les différentes couches sociales.

Dans nos sociétés civiles contemporaines, on assiste à l'ancrage de l'espace public où des groupes sociaux essayent d'influencer et de monopoliser l'expression publique légitime, au détriment des catégories marginalisées qui se battent pour leur reconnaissance. Mais y a-t-il une reconnaissance sans une participation active dans l'espace public ?

Le développement de la société civile et l'exercice de la citoyenneté ne peuvent pas être complets sans une participation efficace des catégories sociales à la communauté politique. Cette contribution peut être effectuée à travers la participation aux scrutins et aux élections, aux partis politiques et aux associations politiques, avec une liberté totale d'opinions et d'attitudes politiques comme signes de démocratie.

Algérie, société civile et espace public : un aperçu historique

Depuis 1962, année de l'indépendance, l'Algérie a hérité une tradition politique forgée par une idéologie révolutionnaire et anti capitaliste. La guerre de la libération nationale a été une institution pour le développement d'une communauté politique qui défendait la réalisation d'un projet de développement et l'instauration d'un Etat social, tout en limitant la dynamique de l'espace public, suite à une hégémonie politique marquée par l'existence d'un parti unique et la domination de l'Etat sur la société et ce, dans tous les domaines.

L'Etat social en Algérie instaurait un pouvoir, une légitimité politique et révolutionnaire qui n'a pas été toujours favorisée par la machine économique et sociale. Certes, une politique de développement a donné naissance à différentes formes de réalisation d'infrastructures visant le bien-être d'une population de masse tout en utilisant et travaillant des slogans sur fond de populisme, « l'école pour tous, la santé pour tous, le logement pour tous, etc. ». Cette politique était conditionnée par l'existence d'une rente pétrolière qui finançait tout un ambitieux projet de développement. Mais les choses ne fonctionnaient pas toujours comme le désirait la communauté politique de ce

pays, et on assista alors, à partir des années 80, à une dégradation vertigineuse du pouvoir d’achat de la population, à la montée inquiétante du chômage des jeunes, au déclin continu de la productivité dans les ateliers du travail et à l’affaiblissement généralisé de l’appareil politique basé sur un parti unique. C’est la conséquence directe de l’effondrement du prix du pétrole à partir de la crise mondiale de 1986.

Durant cette phase de développement de l’Etat-national, l’espace public était largement monopolisé par un groupe appartenant au seul parti « légitime » au pouvoir, le FLN (le Front de Libération Nationale), qui influençait fortement l’expression publique à travers les appareils de l’Etat et les mass médias, tandis que d’autres groupes dominés et marginalisés se battaient pour leur reconnaissance (Laville 1997:55). L’atmosphère politique était caractérisée par l’apparition d’organisations de masses dépendantes du parti unique. Ces organisations représentaient un soutien indéfectible pour le pouvoir politique et un espace de promotion sociale et d’enrichissement illicite d’une catégorie sociale (Derras 2005).

A partir de cette période, nous assistons à l’apparition d’un espace public conflictuel avec la mouvance d’une jeunesse cultivée et instruite religieusement, qui devenait une masse critique menaçant le régime politique. Cette lutte a été propagée dans l’espace public à travers des émeutes qui se propageaient un peu partout en Algérie et en particulier dans les grandes villes, secouées violemment par les événements d’octobre 1988. En effet, octobre 1988 est un indicateur significatif de la crise politique du pouvoir en place et d’une représentation de la société en effervescence. On peut résumer ce seuil politique en crise des partis uniques et des systèmes autoritaires un peu partout dans le monde. L’an 1989 était l’année des ouvertures politiques, avec la chute du mur de Berlin et la redynamisation de l’espace public.

En Algérie, la transition démocratique a commencé avec la Constitution élaborée en février 1989, qui prévoyait pour la première fois une ouverture vers le multipartisme. Elle a permis des élections municipales, avec une participation massive de plusieurs partis dont la majorité s’activait dans la clandestinité avant 1989. Le régime politique basé sur le parti unique était en perte de vitesse dans les textes et dans la pratique. Rezsohazy affirme à juste titre: « en politique, un cas fréquent mérite d’être signalé : les représentants des classes dirigeantes, quel que soit le régime en vigueur, sont menacés de pareille incapacité de s’adapter chaque fois que des forces montantes nouvelles réclament le partage de pouvoir » (Rezsohazy 2000:15).

Dès cette première expérience de multipartisme, nous constatons une domination d’un parti islamique qui est le FIS (Front Islamique du Salut), qui remporta largement la majorité des assemblées populaires communales. Cette

organisation politique se présentait comme une hégémonie nouvelle, suite à la multiplication de ses partisans et sympathisants ; le FIS a eu tous les moyens nécessaires à sa portée pour se propager, profitant amplement de la colère de la population contre le pouvoir antécédent en faillite. La réussite de cette nouvelle hégémonie politico-religieuse sur une majorité de la population est due à la faiblesse des institutions politiques du système et à l'utilisation de la mosquée pour diffuser les discours extrémistes, menés par les « émirs », et qui étaient très critiques envers le pouvoir politique en place.

Dans ce contexte, le nouveau parti gagnait plus de place dans l'espace public algérien, suite à son succès retentissant lors des élections législatives en décembre 1991, tout en usant de différentes formes d'actions pour influencer les électeurs nationaux, et donc menacer le pouvoir déliquescant en place. Auparavant, ce dernier n'a pas pu valider les résultats des suffrages. Ce qui allait entraîner le pays dans une guerre civile qui a duré des années, affectant par là même l'économie algérienne et la paix sociale. Généralement, cette période particulière a été représentée comme une décennie noire et plus de 100 mille personnes auraient été victimes de cette tragédie. Durant cette phase d'expérience politique douloureuse, les points de vue des politologues et chercheurs en sciences sociales n'arrivaient pas à un consensus sur la réussite ou non de l'expérience algérienne dans sa transition démocratique (Rydland 2005).

Durant cette période, le pouvoir en place et l'appareil militaire essayaient de négocier, avec les combattants de Dieu, « Moudjahidine » et les « Emirs », toutes les formes de dialogue en faveur de la stabilité du pays. Il fut demandé expressément à ces émirs le dépôt des armes et le retour à la vie civile pacifique, mais ces négociations n'ont pas été conclues facilement, des actes terroristes odieux sont perpétrés un peu partout dans les villes et campagnes algériennes durant notamment la décennie 1990.

L'année 1999 représentait une nouvelle phase dans l'espace public algérien, suite à l'élection du président Bouteflika qui était de retour au pays, et qui avançait un programme de paix sociale, de relance de l'économie algérienne et de retour du pays sur la scène internationale. Ce projet ne pouvait prendre naissance sans une volonté politique qui s'affichait sous les mots d'ordre de concorde nationale d'abord, puis de « réconciliation nationale », et cela, en tentant de susciter l'adhésion de la population à ces deux grands projets politiques à travers l'organisation des élections respectivement le 13 mai 1999 et le 15 septembre 2005. En outre, l'armée qui affichait son devoir d'éradiquer tous les terroristes et extrémistes qui ont refusé ces projets de paix, a été défendue par les puissances mondiales et en premier lieu les USA et ce, suite aux événements tragiques du 11 septembre 2001.

On ne peut pas analyser cette période sans aborder les pratiques politiques et le développement des opinions antagonistes dans l’espace public algérien ; des repentis sont retournés à la vie civile sans être culpabilisés ou jugés par la justice algérienne, mais des proches des victimes et des disparus en colère réclamaient la lumière sur ce passé douloureux. De leur côté, des ONG et des partis politiques accusaient ouvertement les généraux et l’institution militaire quant à leur implication directe dans la crise sociopolitique.

En dépit des expériences douloureuses de violence et de terrorisme, l’espace public n’a pas cessé d’être dynamique et ce, suite aux différentes formes de participation et activités politiques de la population. On assiste à une liberté d’expression, avec la multiplication de la presse nationale privée, l’organisation des manifestations revendicatives par les jeunes², la création d’associations et organisations politiques, l’organisation d’assemblées générales, de rassemblements et sit-in. Dans cette atmosphère politique peu habituelle l’émergence des jeunes dans l’espace public ne peut pas ne pas retenir notre attention.

Les jeunes Algériens dans l’espace public

L’importance du changement social et politique de l’espace algérien va sans doute avoir des conséquences sur l’implication de la population et cela, suite à différentes formes d’expériences sociales. Il est à noter que les valeurs et les attitudes politiques se traduisent par d’autres conceptions et perceptions chez les différentes générations et âges (Tessler *et al.* 2004). La socialisation des uns diffère de celle des autres selon le contexte et les générations en présence. Rezsohazy affirme que « tout acteur se trouve, au moment d’agir ou de se comporter, à un point précis de sa trajectoire et ce qu’il fait se comprend à la lumière de ce qui lui est arrivé antérieurement et de ce qu’il a retenu de son passé » (Rezsohazy 2000:16).

Le développement d’une culture politique dans l’espace algérien était visible parmi la population, puisque l’espace public a favorisé des discussions sur l’avenir politique de l’Algérie, l’efficacité des élus, des partis politiques, etc. En même temps, le devenir de la crise politique et son interprétation par les mass médias permettaient à la population d’avoir un suivi des événements ainsi que de l’actualité politique.

Malgré cette dynamique politique de l’espace public, on ne peut pas avancer l’idée qu’en Algérie la participation politique est arrivée à un stade très avancé. Le processus politique en Algérie a donné naissance à une fluctuation dans la participation politique. A titre d’exemple, le terrorisme et l’état de siège ont poussé une majorité de la population à être moins active dans la sphère politique et à exprimer rarement ses convictions politiques.

Notre recherche de terrain sur un échantillon systématique de 500 jeunes âgés de 18-35 ans habitant la ville d'Oran³ nous fournit plus de clarifications sur cette culture et sur cette participation politique, quoique la socialisation et la trajectoire des individus aient sans doute certaines influences sur leur politisation puisque la participation des jeunes à la communauté politique est basée essentiellement sur les perspectives d'avenir dans la société d'appartenance comme le souligne Rezsohazy lorsqu'il écrit : « l'acteur agit maintenant en vertu d'une finalité qu'il se donne, d'une image du futur qu'il veut introduire dans le présent. Il fait aujourd'hui ce qu'il veut voir réalisé demain » (Rezsohazy 2000:21).

Participation et action politique chez les jeunes

Il convient de noter que la participation politique de nos jeunes est conditionnée par le contexte sociopolitique qui marque leur quotidien. Concernant leurs attitudes envers la politique, la majorité (plus de soixante trois pour cent des enquêtés) croit que la politique n'est pas très importante dans leur vie et seulement 12,8 pour cent voient que la politique est très importante et 20,2 pour cent déclarent qu'elle est assez importante. Pour l'intéressement au politique, les résultats nous indiquent que 36,2 pour cent de l'échantillon disaient qu'ils ne sont pas intéressés par elle et 40,2 pour cent de l'échantillon déclaraient qu'ils ne sont pas du tout intéressés par la politique. Cette perception de la politique va être clarifiée par leur participation et leurs actions dans l'espace et l'institution politiques.

Les résultats de notre enquête nous confirment la faiblesse du mouvement associatif suite à l'absence remarquée de ces pratiques politiques dans notre société. On ne peut pas imaginer que dans une grande ville (deuxième ville en Algérie) il y a une déficience dans la participation associative. 77,4 pour cent des enquêtés ne participent à aucune organisation ou institutions bénévoles et seulement 0,8 pour cent ont déclaré qu'ils adhèrent à des syndicats et partis politiques.

Ces données vont être des indicateurs certains illustrant l'action politique de nos jeunes, la participation limitée au politique, aux institutions et aux organisations politiques va interférer logiquement sur la vie publique. De cela, on ne peut pas imaginer que nos enquêtés seraient actifs politiquement et auraient une puissance et une action politiques remarquables.

La signature d'une pétition comme forme de contestation politique a été rejetée par la majorité des enquêtés, (69%) qui n'entrevoient jamais d'engager cette forme d'action. La même réaction est constatée quand on veut poser d'autres questions concernant l'action politique ; 69,4 pour cent déclarent qu'ils ne participent jamais à un boycott, 67,4 pour cent ne prennent jamais part à une manifestation organisée, soixante pour cent ne participent jamais à

une grève et soixante et onze pour cent n'occupent jamais des bureaux ou des usines comme forme de contestation.

En effet, les résultats nous exposent, on ne peut plus clairement, la limite de la participation politique chez nos jeunes, et cela peut être expliqué par les priorités des jeunes qui, loin d'être intégrés pleinement, politiquement dans la société, cherchent d'autres opportunités telles qu'avoir un emploi stable ou, à défaut, penser à l'immigration comme ultime solution. Et par cela, nous disons qu'on ne peut pas acquérir nos droits comme citoyens d'une nation sans nous impliquer volontairement, et satisfaire nos devoirs envers cette nation. Claude Dubar explique justement cette posture quand il écrit : « être citoyen ne peut pas signifier attendre passivement que l'Etat prenne en charge tous les problèmes, qu'il vous accorde tout ce auquel vous avez droit (prestations sociales, sécurité, école, etc.), sans jamais remplir aucun devoir volontairement assumé » (Dubar 2000:143). Mais on ne peut pas nier que la problématique de la dépolitisation est devenue une problématique internationale qui touche même les pays qui ont des traditions politiques (Dubar 2000).

La perception du pouvoir et de la gouvernance en Algérie

Nonobstant la dépolitisation observée chez nos jeunes, on ne peut pas nier qu'ils participent d'une manière ou d'une autre à la constitution d'une opinion publique sur la situation politique du pays. Il est à noter que le boycott de la participation à des élections ou à des associations peut être considéré par des chercheurs comme étant un acte politique présentant le refus du pouvoir, du système politique en place et de toutes ses institutions.

En effet, les jeunes enquêtés adoptent des attitudes envers le système de gouvernance, suite à leurs expériences sociétales. Le vote en faveur des partis comme acte politique représente l'acceptation de certains partis et le rejet de bien d'autres. Suite à une question sur leur projet de vote dans le cas d'une élection générale, 49,6 pour cent de notre échantillon affirment qu'ils ne voteront pour aucun parti et la deuxième proportion (22,2 pour cent choisirait l'ancien parti unique, le FLN (Front de Libération Nationale). Cette attitude nous montre clairement qu'il y a un refus des partis agissant dans l'espace public algérien, tandis qu'une minorité voit dans le FLN le parti qui a une certaine tradition politique, sans oublier que le président de la République est l'un des membres influents de ce parti qui l'a adopté et accompagné durant toute sa vie politique.

Par ailleurs, ces résultats orientent les autres attitudes de nos enquêtés qui exigent que le leader politique doive avoir une forte conviction dans les fonctions de l'Etat, 79,8 pour cent partagent cet avis. En même temps, nos jeunes voient que le travail politique demande une certaine rationalité et objectivité, 62,8 pour cent de l'échantillon veulent que les responsables

religieux ne doivent pas influencer les citoyens lors des élections, et de même pour les décisions du gouvernement, avec une proportion de 55,8 pour cent de ces enquêtés. Dans une autre étude sur l'islam et la démocratie en Algérie, Mark Tessler est arrivé à des résultats qui confortent l'idée que l'islam peut orienter les affaires économiques et commerciales, mais il ne peut pas être un vecteur pour une démocratie (Tessler 2002).

De cela, nos jeunes enquêtés présentent des attitudes et des perceptions claires envers la réalité politique de leur pays. Ils sont conscients du rôle jugé inefficace des nouveaux partis algériens comme institutions sans tradition ni fondement politique. Une partie d'entre eux perçoit le FLN comme étant une institution qui a des racines profondes dans la politique et l'espace public algériens et qui pourrait être la bonne école de la gouvernance en Algérie et ce, loin des convictions religieuses, mais proches des convictions politiques.

Représentations de l'expérience démocratique en Algérie

La démocratie et la transition démocratique sont des sujets souvent présentés comme un indicateur d'une réalité politique basée sur un espace public favorisant les discussions et les expressions politiques antagonistes représentant différents points de vue. En outre, la démocratie exige une liberté d'expression et un choix sans conditions des élus. L'Algérie a eu une expérience démocratique, comme on l'a évoqué plus haut, qui va sans doute avoir une incidence directe sur notre échantillon. 568 pour cent de nos enquêtés rejettent l'idée que l'armée dirige le pays et préfèrent l'instauration d'une société civile basée sur des orientations politiques optant pour le développement d'une liberté d'expression et d'idées, comme 86,2 pour cent souhaitant que l'Algérie ait un système politique démocratique.

Les enquêtés ont été appelés aussi à présenter leurs attitudes envers quelques opinions sur le système politique démocratique ; 79,4 pour cent de notre échantillon étaient d'accord ou plutôt d'accord à propos de l'idée que la démocratie peut poser des problèmes, mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernance.

Enfin, il n'y a pas de démocratie sans une institution défendant les droits de l'homme, et si ces droits ne sont pas respectés, on ne peut pas parler de démocratie. 79,2 pour cent de nos enquêtés voient que ces droits de l'homme ne sont pas respectés dans notre pays. Mais la question qui se pose actuellement est : peut-on parler de droits de l'homme dans un pays qui vient de sortir d'un état de violence et d'une absence d'un engagement purement politique d'une majorité de sa population ? La question reste ouverte.

Notes

1. Une enquête réalisée par notre groupe de recherche au CRASC sur un échantillon de 500 jeunes de la ville d'Oran, dans le cadre d'un projet de recherche intitulé « Jeunes Algériens entre marginalisation et intégration ».
2. A titre d'exemple de ces manifestations, on peut citer celles des jeunes de la Kabylie en 2001.
3. Cette enquête de terrain entre dans notre projet de recherche intitulé « Jeunes Algériens entre intégration et marginalisation », projet domicilié au CRASC, années 2001-2004.

Bibliographie

- Derras, O., 2005, « Le phénomène associatif à l'ombre des réformes en cours en Algérie : réalités et perspectives », in *INSANIYAT*, n° 28, juin 2005, pp. 23-38.
- Dubar, C., 2000, *La crise des identités : l'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF.
- Farge, A., 1992, *Dire et mal dire, l'opinion publique au XVIIIe siècle*, Paris, Seuil.
- Habermas, J., 1978, *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Laville, J.-L., 1997, « L'association : une liberté propre à la démocratie » in Jean-Louis Laville et Sainsaulieu, Renaud, *Sociologie de l'association : des organisations, à l'épreuve du changement social*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Rezsóhazy, R., 2000, « Le temps du politique », in *L'acteur et ses raisons : mélanges en l'honneur de Raymond Boudon*, Paris, PUF.
- Rydland, L.T., 2005, *Explaining the failure of the algerian transition 1994-95 : A rational choice approach*, Phd, Département des politiques comparées, Université de Bergen.
- Tessler, M., 2002, « Islam and Democracy in the Middle East : The impact of religious orientations as attitudes towards democracy in four Arab countries », in *Comparative Politics*, Vol. 34, pp 337-54.
- Tessler, M. et al., 2004, « Political generation in developing countries: evidence and insight from Algeria », in *Public Opinion Quarterly*, vol. 68, pp. 184-216.

